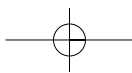
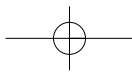
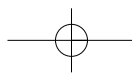


# Mozambique







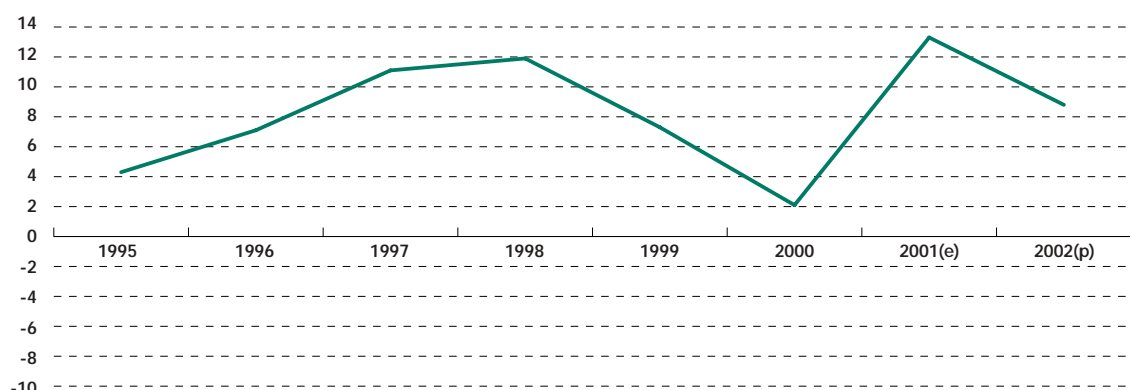
# Mozambique

LE MOZAMBIQUE FAIT FIGURE D'EXEMPLE de redressement national consécutif à un conflit armé. Depuis la fin de la guerre civile, en 1992, ce pays a connu une série de changements impressionnants : réformes du secteur public, mesures structurelles et formation de capacités dans le domaine macro-économique. Après avoir dompté l'inflation en 1996, il a su enregistrer une croissance économique remarquable depuis cinq ans. Son développement est toutefois, pour des raisons géographiques, à la merci des catastrophes naturelles. C'est ce qu'ont démontré avec force les pluies diluviennes qui l'ont frappé au sud et au centre en 2000, puis de nouveau au centre et au nord en 2001, ramenant la croissance du PIB à 2.1 pour cent en 2000. La reprise

partielle de la production alimentaire, associée à l'augmentation des flux d'IDE, devrait rebondir fortement en 2001 pour atteindre un taux de 13.3 pour cent. De fait, le lancement de grands projets liés aux couloirs de développement devrait fortement accélérer la croissance au cours des prochaines années (8.8 pour cent prévus pour 2002). Une large majorité de la population vit néanmoins encore en deçà du seuil de pauvreté absolue, sans aucun accès aux marchés, et reste tributaire de l'agriculture de subsistance. De graves inégalités persistent en outre entre le nord et le sud du pays.

**Le lancement des grands projets liés aux couloirs de développement devrait fortement accélérer la croissance au Mozambique**

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume<sup>a</sup>



a. L'échelle des pourcentages est différente de celle utilisée pour les autres pays car la croissance du PIB a, certaines années, été supérieure à dix pour cent.

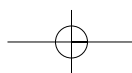
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

## Développements économiques récents

Depuis l'instauration de la stabilité macro-économique, en 1996, le pays bénéficie d'un rythme de croissance remarquable et d'un environnement non inflationniste. Entre 1996 et 1999, le PIB en volume a, en moyenne, progressé de 9.3 pour cent (6.9 pour cent en termes réels par habitant). Les principaux facteurs de croissance sont la reprise des petites

exploitations agricoles et l'expansion des services, en particulier les transports et le secteur financier. La production manufacturière enregistre, elle aussi, de bons résultats, du fait d'une demande accrue, alimentée indirectement par la communauté des donateurs. Cependant, malgré ces progrès, le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres au monde.

Avec 2.1 pour cent en 2000, la croissance récente de l'économie mozambicaine a fait faux bond aux



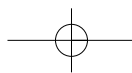
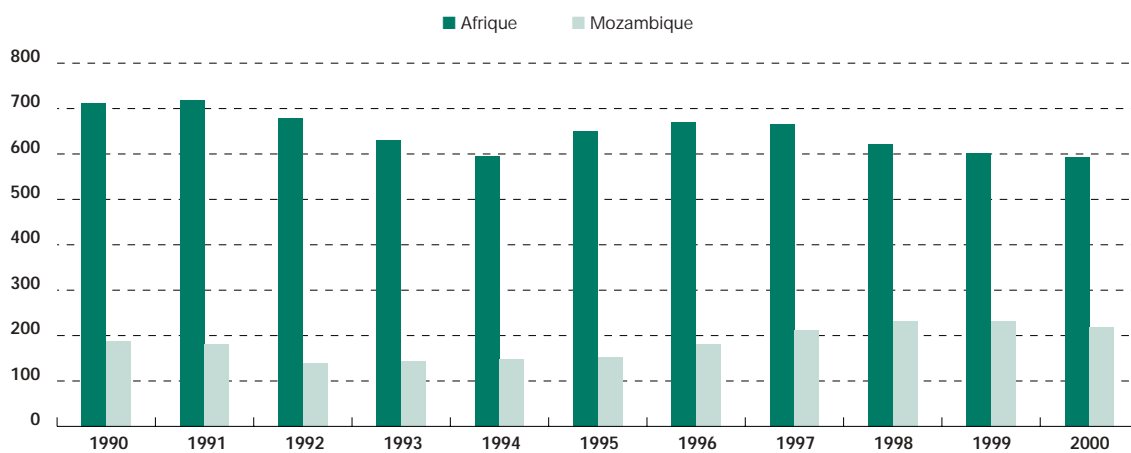


Figure 2 - PIB par habitant au Mozambique et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

prévisions, fixées à 7 pour cent. Les inondations de février et mars 2000 ont eu une incidence catastrophique sur le développement du pays. En outre, la confiance dans le climat des affaires, qui avait nettement progressé depuis 1998, s'est inscrite en repli du fait des perturbations provoquées par les inondations et de l'instabilité politique consécutive aux élections législatives de décembre 1999.

L'économie du Mozambique reste essentiellement axée sur l'agriculture. Celle-ci fait vivre quelque 80 pour cent de la population et tient la première place dans le PIB. Les petites exploitations représentent environ 95 pour cent de la valeur ajoutée agricole, avec principalement des cultures vivrières et quelques cultures commerciales, telles que le coton, la noix de cajou et, plus récemment, le sucre. Ce secteur s'est aujourd'hui remis de l'effondrement de la production agricole survenu en moins de dix ans, entre la fin des années 70 et le début des années 80. Depuis la fin de la guerre, le retour dans les zones rurales de plus de trois millions de personnes déplacées, ainsi que le rétablissement des infrastructures de transport essentielles se sont conjugués à des conditions météorologiques favorables (jusqu'en 1999) pour permettre cette reprise de l'économie rurale. L'agriculture commerciale ne s'est toutefois pas encore rétablie, et conserve un potentiel de croissance significatif. La production de sucre, ainsi que de noix de cajou et de coton, qui, en 1985, était retombée aux

niveaux de 1930, est légèrement repartie à la hausse. Les inondations des premiers mois de 2000 ont rendu plus précaire la reprise de ce secteur. Plus de 140 000 hectares de terres cultivées ont été inondées et un grand nombre de têtes de bétail, notamment des bovins, ont péri. On estime donc à seulement 2.4 pour cent la croissance de l'ensemble du secteur agricole pour 2000, après une période de progression soutenue.

Le secteur manufacturier s'est développé spectaculairement sur les cinq dernières années : +16.1 pour cent en moyenne entre 1995 et 1999. Les branches d'activité les plus dynamiques sont l'agro-alimentaire (alimentation, boissons et tabac) et la transformation des minerais. L'alimentation, qui constituait déjà la première composante de la production industrielle, a ainsi accru sa part dans le secteur manufacturier. La croissance globale de ce secteur peut être attribuée à une hausse du taux d'utilisation des capacités. Selon la Banque mondiale, celui-ci atteignait 48 pour cent en 1997, année de la réalisation de l'étude, contre 10 à 30 pour cent en 1989. Le BTP a bénéficié d'une demande accrue du secteur résidentiel, ainsi que des programmes publics de construction de routes et d'infrastructures. Il a enregistré une croissance moyenne de 18.5 pour cent sur la période 1995-99. Le secteur manufacturier – la petite industrie, en particulier – a beaucoup souffert des inondations de 2000, et ne s'en remet que lentement.

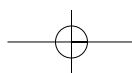
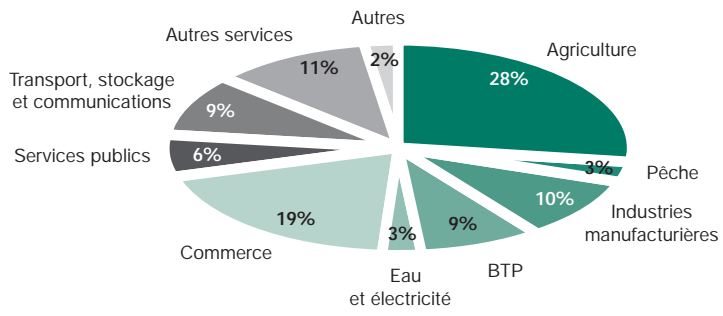


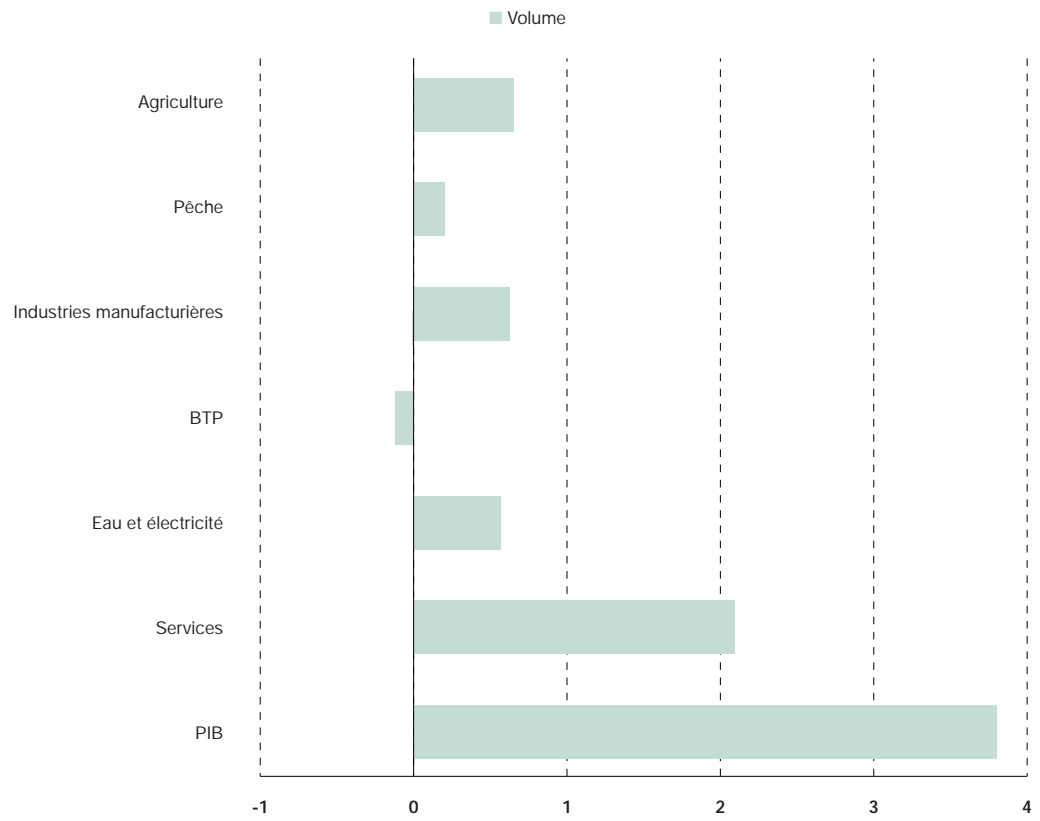


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 1999<sup>a</sup>



a. Les données pour 2000 ne sont pas disponibles.  
**Source :** Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

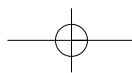
Figure 4 - Contribution à la croissance du PIB en 2000<sup>a</sup>



a. La contribution de chaque secteur a été calculée sur la base d'un taux de croissance annuel de 3.8 pour cent. Il convient toutefois de noter que les estimations les plus récentes sont seulement de 2.1 pour cent. Aucune donnée cohérente n'était disponible pour l'évolution des prix par secteur en 2000.  
**Source :** Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

Parallèlement au développement des entreprises existantes, plusieurs grands projets sont en train de transformer ce pan de l'économie. Ces initiatives nouvelles se concentrent dans le couloir de Maputo,

qui constitue un lien direct entre le port qui lui donne son nom et le cœur industriel de l'Afrique du Sud. Conçu par les pouvoirs publics des deux pays et réalisé par le privé, ce projet a eu ses premières retombées



pratiques avec l'entrée en service d'une fonderie d'aluminium dans les environs de Maputo, fin 2000. Cette usine – le plus gros investissement jamais réalisé au Mozambique – devrait donner lieu à une série d'autres grands projets, qui pourraient changer à brève échéance le processus de développement du pays.

Les services se sont fortement développés depuis la fin de la guerre civile. Les transports, en particulier, ont connu une croissance annuelle de 10 pour cent depuis

1987. Nécessaire au redémarrage du pays, la remise en état du réseau routier figure parmi les priorités de l'État. Elle a bénéficié du projet ROCS (*Roads and Coastal Shipping* : routes et cabotage), financé par un grand nombre de donateurs, qui a permis la réhabilitation de 3 800 kilomètres d'artères de transport et amélioré l'entretien du réseau.

La vive croissance économique enregistrée au Mozambique entre 1996 et 1999 a principalement été

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>28.0</b>	<b>23.5</b>	<b>32.6</b>	<b>30.0</b>	<b>32.8</b>	<b>56.0</b>
Publique	16.1	14.4	17.2	18.1	21.9	21.6
Privée	11.9	9.1	15.4	11.9	11.0	34.4
<b>Consommation finale</b>	<b>98.9</b>	<b>92.8</b>	<b>93.3</b>	<b>94.1</b>	<b>85.6</b>	<b>76.3</b>
Publique	7.8	9.6	11.0	11.8	12.6	10.7
Privée	91.1	83.2	82.3	82.4	73.1	65.6
<b>Demande extérieure</b>	<b>-26.9</b>	<b>-16.3</b>	<b>-25.9</b>	<b>-24.1</b>	<b>-18.5</b>	<b>-32.2</b>
Exportations	12.1	10.5	11.7	13.1	22.6	24.3
Importations	-39.0	-26.8	-37.6	-37.2	-41.0	-56.5

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

alimentée par la hausse de la demande intérieure. C'est l'aide extérieure qui a permis à la consommation privée de ne pas sombrer en dessous d'un niveau minimal. L'investissement a grimpé en flèche à partir de 1999, sous l'effet de l'important flux d'IDE lié à la construction de la fonderie d'aluminium de Mozal. En 2002, l'accroissement de l'IDE devrait permettre à l'investissement privé de l'emporter sur l'investissement public. Malgré cette remarquable envolée de l'investissement et de la consommation, la position extérieure du Mozambique demeure fragile.

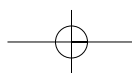
## Politique macro-économique

### Politique budgétaire et monétaire

La réforme du processus budgétaire, entamée en 1997, et l'introduction d'instruments de politique à moyen terme ont considérablement amélioré l'exécution et la cohérence de la politique budgétaire dans une

optique pluriannuelle. La principale réforme à cet égard est le vote d'une loi cadre de finances publiques, qui précise les principes essentiels concernant l'établissement, la gestion, l'exécution, le contrôle et la responsabilité budgétaires. Un plan de dépenses sur les cinq années suivantes a été introduit et l'État a maintenant l'obligation de formuler ses propositions budgétaires à moyen terme à l'Assemblée nationale. Ce processus doit toutefois encore être amélioré, car l'existence d'activités extra-budgétaires nuit à la conduite et à l'analyse de la politique macro-économique en général et budgétaire en particulier.

Outre ces instruments budgétaires, le gouvernement a lancé un plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue (*Plano de Acção para a Redução da Pobreza Absoluta* – PARPA). Ce programme, qui précise la stratégie de l'État pour réduire la pauvreté, comporte un ensemble de politiques et de mesures définies en fonction d'objectifs mesurables (indicateurs de performance). Il se décline dans les domaines de



l'éducation, de la santé, de l'infrastructure, de l'agriculture et du développement rural, de l'emploi, de la protection et de l'aide sociales, de la sécurité alimentaire et de l'édification de capacités institutionnelles en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté.

Compte tenu de cette stratégie à moyen terme, le gouvernement a, ces dernières années, consenti un effort particulier en direction des secteurs prioritaires. Entre 1994 et 1998, il a ainsi presque doublé la part

des dépenses publiques consacrées à la santé (de 10 à 18 pour cent) et à l'éducation (de 5 à 10 pour cent), avec des résultats à la clef.

La stabilité macro-économique reste fortement tributaire des flux d'aide. En 1999, l'aide étrangère représentait 47 pour cent des dépenses totales et les deux tiers des investissements. Des efforts ont été entrepris pour accroître les recettes, afin de réduire les importants déficits publics (hors dons, le budget de l'État était en

Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Total des recettes (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>20.9</b>	<b>19.7</b>	<b>24.2</b>	<b>24.3</b>	<b>26.6</b>	<b>27.7</b>
Recettes fiscales	10.2	10.6	11.3	11.6	11.2	12.3
Dons	9.7	8.2	11.9	11.6	14.2	14.2
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>23.9</b>	<b>22.1</b>	<b>25.6</b>	<b>28.8</b>		
Dépenses courantes	10.1	11.3	12.5	13.3		
<i>Sans les intérêts</i>	8.5	10.3	11.8	13.1	14.5	13.5
Salaires et traitements	2.3	4.5	5.9	6.5	7.2	6.4
Paiements d'intérêts	1.6	1.0	0.6	0.2		
Dépenses en capital	13.3	9.9	11.8	13.3	16.1	15.9
<b>Solde primaire</b>	<b>-1.4</b>	<b>-1.4</b>	<b>-0.8</b>	<b>-4.3</b>	<b>-4.0</b>	<b>-1.7</b>
<b>Solde global</b>	<b>-3.0</b>	<b>-2.4</b>	<b>-1.5</b>	<b>-4.5</b>		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

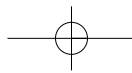
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

déficit de 16.1 pour cent en 2000). En 1999, une taxe sur la valeur ajoutée a remplacé celles sur les ventes et la consommation. L'année suivante, l'État a réformé son système d'exemptions fiscales et douanières. On en attend un accroissement des recettes à compter de 2002.

En 2000 et 2001, le programme budgétaire révisé a répondu aux conséquences économiques et sociales des inondations par une hausse significative des dépenses, partiellement financée par un accroissement de l'aide extérieure. Les dépenses courantes hors service de la dette devraient ainsi passer de 11.8 à 14.5 pour cent du PIB entre 1999 et 2001. Outre les secteurs prioritaires du dispositif PARPA, les augmentations concernent les traitements de la fonction publique (7.2 pour cent du PIB en 2001) et les problèmes de trésorerie et de solvabilité rencontrés par deux des principales banques commerciales mozambicaines,

partiellement détenues par l'État. Celui-ci s'est en effet trouvé contraint de recapitaliser ces établissements en une seule fois, pour un coût estimé à 2.9 pour cent du PIB pour les années 2000 et 2001. Cependant, la légère diminution des dépenses courantes devrait permettre une amélioration du solde primaire en 2002.

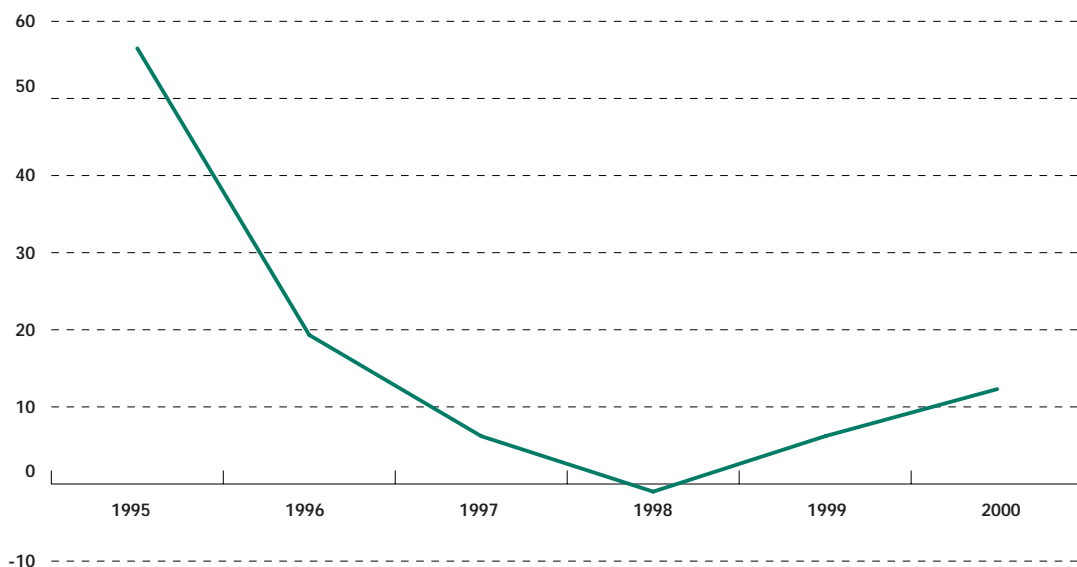
L'aptitude à maîtriser l'inflation et la croissance de la masse monétaire au sens large s'est grandement améliorée depuis quelques années. De fait, suite à la privatisation partielle des banques publiques en 1996 et 1997, la masse monétaire au sens large n'a pas échappé au contrôle des autorités car les pertes du système bancaire ont cessé de justifier son expansion. L'augmentation de la masse monétaire est passée de 55 pour cent en 1995 à 35 pour cent en 1999. L'inflation a réagi en conséquence : de 52 pour cent en 1995, elle est retombée à un niveau qui n'a guère dépassé les 4 pour cent en glissement annuel en 1998-99.



Les inondations ayant désorganisé les réseaux de distribution, la progression des prix a toutefois de nouveau franchi le seuil des deux chiffres, avec 12.3 pour cent en 2000. Cependant, la banque centrale *Banco de Moçambique* a l'intention de réduire la croissance de la masse monétaire, en drainant la liquidité par d'importantes émissions de bons du Trésor en 2001. Ce durcissement de la politique monétaire, conjugué à la stabilisation de l'offre, devrait ramener l'inflation sous les 10 pour cent. Toutefois, en partie du fait de la dépréciation antérieure, le taux d'inflation sur 12 mois consécutifs dépassait les 7 pour cent en juillet 2001.

Dans le cadre d'un régime de change flexible, le metical, la monnaie nationale, a perdu 18.6 pour cent de sa valeur nominale en 2000. Cette tendance s'est poursuivie en 2001, avec une baisse de 28 pour cent du taux de change officiel entre décembre 2000 et juin 2001. Cette dépréciation peut être attribuée à deux facteurs. D'une part, les inondations de 2000 se sont traduites par une hausse des importations, qui a elle-même mis le système financier à rude épreuve. D'autre part, les troubles politiques de l'année 2000 ont entraîné une dollarisation accrue de l'économie, avec la conversion en billets verts d'une part croissante des dépôts bancaires.

Figure 5 - Inflation

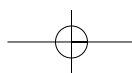


Source : Données du FMI et des autorités nationales.

### Position extérieure

Malgré le rétablissement de l'économie après la guerre, la position extérieure du Mozambique demeure fragile. Les échanges représentant 42 pour cent du PIB, ce pays reste modérément intégré au commerce mondial. Les réformes des années 90 lui confèrent néanmoins un des régimes commerciaux les plus ouverts d'Afrique australe. Les licences d'importation ont été supprimées il y a dix ans, et les autorisations administratives en 1998. Bien qu'encore très touffu, le système tarifaire a été simplifié, et les droits de douane *ad valorem* ont été regroupés pour différentes catégories de marchandises.

Malgré leur redressement depuis le milieu des années 90, les exportations restent modestes, en particulier au regard de la vive croissance du pays et de son ouverture aux échanges. On peut considérer que cette situation tient à une forte dépendance des exportations totales envers un petit nombre de produits de l'agriculture et de la pêche, ajoutée à l'existence de goulots d'étranglement avec notamment une infrastructure et des structures commerciales insuffisantes. La lenteur des produits d'exportation potentiels, tels que le sucre ou la noix de cajou, à retrouver leurs niveaux de production d'avant la guerre nuit également à la progression des exportations. Celles-ci commencent toutefois à se





diversifier : depuis 1998, les grands projets liés au couloir de Maputo favorisent les exportations d'électricité. La fonderie d'aluminium de Mozal, ainsi que d'autres projets d'investissement, devraient y contribuer sur la période 2000-2002. Liées également aux projets d'investissement dans le couloir de Maputo,

les importations progressent elles aussi considérablement depuis 1999, ce qui creuse le déficit commercial. Enfin en dépit de transferts publics en hausse, le déficit du compte courant par rapport au PIB demeure important (11.6 pour cent en 2000).

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	-23.6	-14.9	-23.5	-20.8	-19.5	-31.2
Exportations de biens (f.o.b.)	7.4	6.4	7.3	9.5	14.0	15.1
Importations de biens (f.o.b.)	-31.0	-21.3	-30.8	-30.4	-33.6	-46.3
Services <sup>a</sup>	-5.3	-4.6	-6.0	-5.6		
Revenu des facteurs <sup>a</sup>	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		
Transferts courants	14.5	8.2	11.1	14.8		
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-14.4</b>	<b>-11.4</b>	<b>-18.4</b>	<b>-11.6</b>		

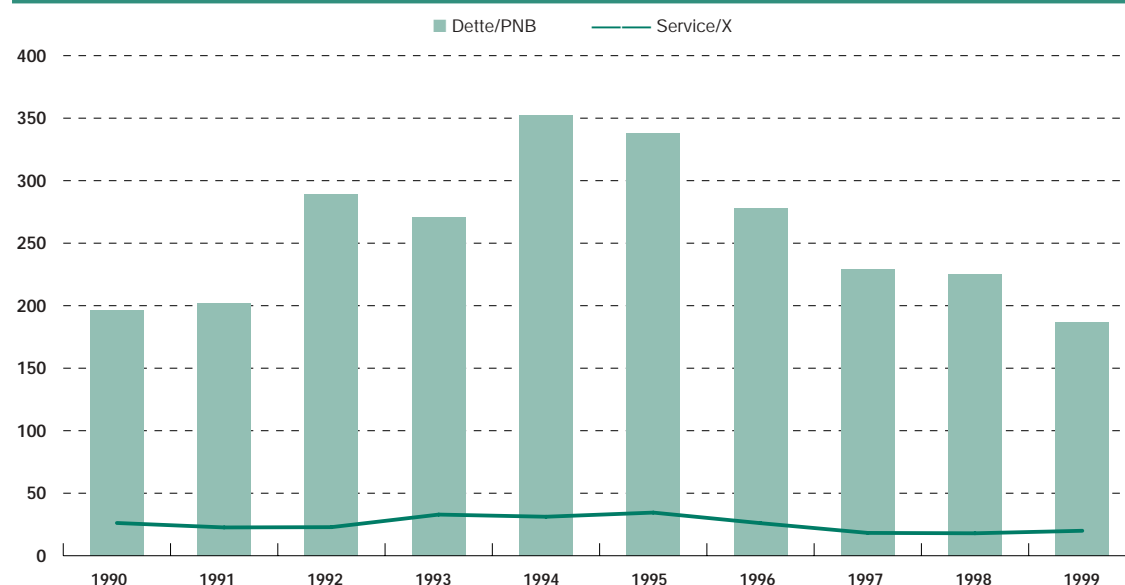
a. Les services incluent le revenu des facteurs.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

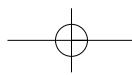
En pleine expansion, l'IDE joue un rôle central au Mozambique depuis le milieu des années 90. Jusqu'en 1996, ces flux étaient principalement attirés par les privatisations dans les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la banque. Depuis lors, ils sont majoritairement dirigés vers l'exploitation des ressources naturelles, avec

le lancement de projets de grande ampleur et/ou à forte intensité capitalistique. Le principal d'entre eux est la construction de la fonderie d'aluminium de Mozal, lancée en juin 1998, pour un montant total de 1.3 milliard de dollars, à l'intérieur du couloir de développement de Maputo. Cogérée par Billiton (filiale

Figure 6 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services



Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.



cotée à Londres du groupe minier sud-africain Gencor), son principal actionnaire privé, cette usine est entrée en service en juin 2000. L'année précédente, ce projet a porté à 13 pour cent du PIB les flux d'investissement direct, contre 1.8 pour cent en 1997. En mai 2001, l'accord de mise en œuvre, qui précise les conditions d'exploitation de l'usine sidérurgique de Maputo (*Maputo Iron and Steel Project* : MISIP, 1.6 milliard de dollars), a été signé entre l'Américain Enron Corporation et les autorités du Mozambique. Plusieurs autres grands projets sont envisagés. Les perspectives de croissance sont donc positives.

L'aide extérieure a été et demeure indispensable pour compenser le déficit des opérations courantes et, plus généralement, pour surmonter les crises humanitaires de la fin des années 80 et du début des années 90. Elle a aidé l'économie à rompre le cercle vicieux *épargne faible / croissance atone*. En termes de balance des paiements, ce soutien représente plus de quatre fois la valeur des exportations industrielles. L'aide très conséquente reçue depuis la fin des années 80 a amené le Mozambique à accumuler une lourde dette extérieure. Celle-ci a atteint en 1992 un sommet à 237.4 pour cent du PIB (en valeur nominale). Depuis 1987, une série de renégociations et de rééchelonnements ont eu lieu avec les donateurs internationaux, notamment le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris (dette publique bilatérale). A la lumière des réformes économiques remarquables entreprises par le pays au cours des années 90 et du fardeau insupportable de la dette extérieure, les créanciers ont accepté, en avril 1998, d'inclure le Mozambique dans la première Initiative PPTE (destinée aux pays pauvres très endettés). Le pays a atteint le point d'achèvement (stade auquel la dette se trouve effectivement allégée) en juin 1999. Il a alors eu droit à 1.7 milliard de dollars de remise d'intérêts en valeur actuelle nette (soit environ 3.7 milliards d'allègement sur la durée). Il bénéficie aujourd'hui d'un allègement supplémentaire au titre de l'Initiative PPTE renforcée, pour laquelle il a atteint le point de décision en avril 2000. Initialement prévu pour mars 2001, le point d'achèvement – ainsi d'ailleurs que l'accès à la Facilité de réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC, ou PRGF, en anglais) du FMI – a été remis à plus tard

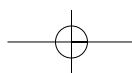
sous l'effet de la crise du secteur bancaire. Le Mozambique a toutefois atteint ce stade en septembre 2001 (c'est le troisième pays au monde dans ce cas, après la Bolivie et l'Ouganda). Il recevra ainsi 306 millions de dollars en valeur actuelle nette (environ 600 millions en termes nominaux), bien que sa situation bancaire n'ait pas encore trouvé de solution. Selon le FMI, l'aide relevant des initiatives PPTE et des engagements d'allègement consentis bilatéralement a déjà permis de réduire la dette extérieure de ce pays de quelque 73 pour cent.

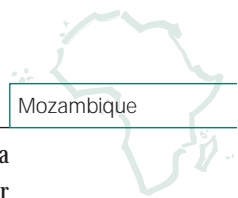
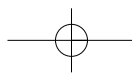
## Questions structurelles

Depuis quelques années, le Mozambique s'est lancé dans un vaste programme de refonte structurelle : privatisations, développement du secteur financier et réforme du secteur public.

Le programme de privatisation s'est accéléré en 1995. Les entreprises détenues par l'État représentent aujourd'hui moins d'un cinquième de l'activité économique, contre plus des deux tiers en 1990. Vingt grandes entreprises publiques avaient été privatisées en 1999. Dans le premier groupe destiné à être transféré au privé, seule la compagnie aérienne nationale est encore la propriété de l'État, faute d'offres acceptables. Un second groupe, comprenant 220 petites et moyennes entreprises, a été sélectionné en 1999. A ce stade, seules 33 sont encore majoritairement publiques. En outre, le gouvernement a déréglementé des activités de service public telles que les chemins de fer, les ports et les services portuaires, et a concédé au privé la fourniture de l'eau dans cinq grandes villes.

Le programme de réforme du secteur financier a démarré en 1992 avec la scission de la banque centrale et de *Banco Commercial de Moçambique* (BCM) et la déréglementation de l'entrée dans les secteurs de la banque et de l'assurance. Des règles ont en outre été définies concernant l'attribution des licences, les normes d'adéquation du capital, les politiques de provisionnement et les limites d'exposition des établissements financiers. En réponse à l'instabilité macro-économique persistante liée au mauvais





fonctionnement du secteur bancaire, le gouvernement a décidé en 1996 de céder sa majorité dans les deux enseignes publiques – BCM et *Banco Austral (BA, anciennement Banco Popular de Desenvolvimento)* – représentant plus de la moitié du secteur. La vente de ces participations était certes souhaitable pour la maîtrise de la politique monétaire, mais elle n'a pas produit les résultats escomptés. De fait, en 2000, les problèmes de solvabilité de ces deux entités ont contraint l'État à intervenir, en accord avec leurs actionnaires privés. La BCM, pour laquelle les problèmes tenaient principalement à des créances douteuses datant d'avant la privatisation, a été recapitalisée et son plan de restructuration a abouti en mars 2001. Troisième établissement financier du pays, Banco Austral a été entièrement racheté par l'État en avril 2001, après que ses actionnaires privés, refusant de le recapitaliser, aient rendu leur participation aux pouvoirs publics. Sa restructuration n'a pas encore eu lieu. Son effondrement pourrait provenir des créances douteuses héritées du passé, mais aussi d'activités risquées et troubles. Pour réussir à vendre la banque à un repreneur fiable, le gouvernement devra supporter un coût budgétaire considérable. La question est suivie de près par les institutions de Bretton Woods et, dans l'attente d'une solution satisfaisante, le Mozambique a pris du retard dans son accès aux fonds estampillés FRPC du FMI et pour l'allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative PPTe renforcée.

Le développement du Mozambique reste entravé par le manque généralisé de compétences dans le secteur économique. L'adieu à l'économie planifiée et la récente montée en puissance de l'activité compliquent singulièrement la tâche des pouvoirs publics désireux d'embaucher et de conserver un personnel compétent par ailleurs fort rare. A l'heure actuelle, seuls quelque 5 pour cent des 100 000 fonctionnaires du pays ont suivi plus de douze années d'enseignement. Une réforme approfondie de la fonction publique a été entreprise afin d'améliorer la transparence, l'efficacité et la fourniture des services, tout en améliorant les perspectives de carrière.

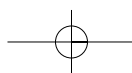
Parmi les priorités de la remise en état du pays après la guerre civile, l'amélioration de l'infrastructure demeure

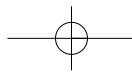
un défi majeur. La première phase de cet effort est la réhabilitation du réseau routier, destinée à désenclaver les zones agricoles du nord, traditionnellement excédentaires, mais isolées et mal reliées au reste du pays. Ce projet (le *Road and Coastal Shipping Project – ROCS*) est piloté par des donateurs étrangers, et s'étend également à la modernisation de l'infrastructure portuaire. Le secteur du cabotage a récemment été ouvert au privé, et quatre sociétés de transport de conteneurs desservent maintenant les différents ports mozambicains.

La deuxième phase du développement de l'infrastructure passe par les couloirs de développement entre le Mozambique et trois de ses voisins : Afrique du Sud, Zimbabwe et Malawi. Le plus avancé est aujourd'hui celui de Maputo. Coordonné par les gouvernements sud-africain et mozambicain, ce projet prévoit notamment une amélioration des transports et de l'infrastructure dans la zone située entre les provinces sud-africaines du Gauteng et de Mpumalanga, d'une part, et le port de Maputo, d'autre part. La construction d'une route à péage de 440 km a été lancée en mai 1998 par le consortium à majorité française Trans African Concessions, et achevée en 2001. Plusieurs autres projets sont prévus – c'est-à-dire approuvés ou proposés – pour développer les ports de Nacala, Beira et Maputo, pôles d'accès au Malawi, au Zimbabwe et à l'Afrique du Sud. D'autres, visant à renforcer les réseaux ferroviaires et à établir des routes à péage entre les ports du Mozambique et le Malawi ainsi que le Zimbabwe – deux pays enclavés –, sont soit déjà amorcés soit au moins à l'état de propositions. Les retombées potentielles de ces couloirs ne se limitent pas à l'accès à la mer de régions industrielles : on s'attend à ce qu'ils stimulent l'intérêt des investisseurs pour la région et, par là, la croissance économique.

## Contexte politique et social

Depuis la signature, à Rome, des accords de paix de 1992, qui ont mis fin à 16 ans de guerre civile, la situation politique reste caractérisée par un antagonisme profond entre le *Frente de Libertação de Moçambique* (front de libération du Mozambique – FRELIMO) et





la *Resistência Nacional de Moçambique* (résistance nationale du Mozambique – RENAMO). Les premières élections pluralistes, en 1994, ont confirmé la domination du FRELIMO, qui a emporté la présidence et la majorité des sièges au parlement. Lors de la législature qui a suivi, le pays a vécu l'émergence d'une démocratie encore fragile. Les premières élections municipales organisées au Mozambique, en 1998, s'intégraient au processus de décentralisation politique et administrative. Elles ont néanmoins été boycottées par la RENAMO et seuls 15 pour cent des électeurs se sont déplacés pour l'occasion.

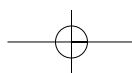
Organisées en décembre 1999, les deuxièmes élections pluralistes ont été âprement disputées. Le FRELIMO s'est efforcé de capitaliser sur les bienfaits de son plan de relance économique, tandis que l'opposition tentait de rallier ceux qui n'avaient pas encore profité de ce début de prospérité. La coalition emmenée par la RENAMO a remporté la majorité des suffrages dans six des dix provinces du pays, confirmant sa popularité dans le nord et le centre. C'est toutefois le FRELIMO qui l'a emporté, grâce à ses bastions du sud où il a obtenu 87 pour cent des voix.

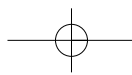
La campagne et le dépouillement ont été considérés comme réguliers par les observateurs internationaux. Les résultats ont ensuite été validés par la Cour suprême du Mozambique, après un rejet de l'appel de la RENAMO en faveur d'un nouveau décompte. Depuis lors, la RENAMO refuse de reconnaître l'issue des élections présidentielles et législatives et cherche, sans succès, à obtenir une part du pouvoir. Les pourparlers entre le président Chissano et Afonso Dhlakama, chef de l'opposition, ont tourné court et l'exigence de la RENAMO d'être consultée dans la nomination des gouverneurs (prérogative présidentielle) des six provinces où elle l'a emporté n'a pas été satisfaite. Le président Chissano ayant fait savoir qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat en 2004, la question de sa succession a fait resurgir des divergences entre la " vieille garde " et la tendance modernisatrice du parti au pouvoir.

De récents événements sont par ailleurs venus ternir la réputation du Mozambique, jusqu'ici donné en exemple de démocratie émergente. En novembre 2000,

82 personnes arrêtées suite à des manifestations antigouvernementales soutenues par la RENAMO sont ainsi mystérieusement décédées en garde-à-vue dans la province septentrionale de Cabo Delgado. Quelques jours plus tard, Carlos Cardoso, le plus connu et le plus écouté des journalistes d'investigation du pays, était assassiné à Maputo. Il travaillait sur des affaires de corruption et de malversations financières.

Malgré le succès de sa trajectoire de croissance, le Mozambique reste extrêmement pauvre. L'indicateur du développement humain y demeure bien inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. A l'échelle mondiale, ce pays se classe ainsi 157<sup>e</sup> sur 162. Quelque 69.4 pour cent de sa population vivent en deçà du seuil de pauvreté national (0.40 dollar par jour). La pauvreté est certes répandue dans l'ensemble du Mozambique, mais les populations les plus touchées se concentrent dans les campagnes, où les agriculteurs et les ménages ne sont pas en mesure de tirer pleinement parti des conditions macro-économiques favorables. La production agricole reste limitée par la persistance de méthodes culturales traditionnelles, l'utilisation de variétés peu productives, le manque d'intrants, le faible développement de l'irrigation et du drainage, ainsi que par un accès restreint au crédit et aux marchés. En outre, les terres sont déjà exploitées au maximum des capacités autorisées par l'infrastructure existante, ce qui freine l'introduction de technologies nouvelles susceptibles d'accroître la productivité. Pour cet ensemble de raisons, l'incidence de la pauvreté est plus grande dans les zones rurales (71.3 pour cent de pauvres), qui concentrent 79.7 pour cent de la population. La pauvreté au Mozambique est fréquemment associée à un taux élevé de dépendance économique des ménages, à de bas niveaux d'instruction (en particulier dans les campagnes et parmi la population féminine), à un accès limité aux services de santé de base et au manque d'infrastructures, principalement en zone rurale. Le gouvernement fait de l'éradication de la pauvreté un objectif primordial depuis au moins 1995, et considère l'investissement dans le capital humain comme une stratégie essentielle pour s'attaquer à ce fléau de manière structurelle. A l'heure actuelle, le Mozambique reste en retard sur les autres PMA en termes de santé, de scolarisation et de niveau d'instruction.





Concernant la santé, les améliorations ne doivent pas masquer que les indicateurs y sont parmi les plus bas au monde. En 1997-98, l'espérance de vie à la naissance atteignait à peine 46 ans et la mortalité infantile était de 134 pour mille. La malnutrition est très répandue et les inégalités entre villes et campagnes sont marquées : les ménages ruraux connaissent en moyenne l'insécurité alimentaire 3.7 mois par an. Le programme public de modernisation du secteur de la santé a nettement amélioré la qualité des soins et l'accès aux services depuis 1995. En témoigne la réhabilitation ou la construction de 300 établissements de soins de première nécessité. Deux fléaux majeurs continuent néanmoins d'affecter des millions de Mozambicains : le sida et le paludisme. On estime, sans en connaître l'étendue précise, que ce dernier est la principale cause de morbidité et de mortalité au Mozambique. Le sida touche également un large pan de la population, comme dans les autres pays d'Afrique australe : ONUSIDA évalue à 13.2 pour cent de la population la proportion de séropositifs ou de malades. De plus, la maladie ne s'étant pas encore déclarée chez un grand nombre d'individus, et compte tenu du mode typique de diffusion du virus, le taux de prévalence pourrait atteindre 35 pour cent dans les dix prochaines années. Outre les aspects humains, on craint de plus en plus que cette pandémie ait à terme des conséquences dramatiques sur l'économie nationale. Bien qu'il ne soit pas prévisible, l'impact du VIH/sida sur le marché du travail pourrait être particulièrement grave. En effet, le Mozambique s'appuie sur un nombre très réduit de personnes compétentes dans les domaines de la technique, de la direction d'entreprise ou de l'administration.

L'amélioration du système éducatif figure parmi les priorités de la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté et, plus généralement, de développement. La situation se caractérise par un taux de scolarisation relativement bas, des programmes dépassés, une faible qualité de l'enseignement et de graves disparités entre les provinces dans l'accès aux établissements. Le taux brut d'inscription est très variable selon les cycles : de 40 pour cent dans le primaire à moins de 3 pour cent au-delà. Deux grandes raisons sont souvent avancées pour expliquer cette chute spectaculaire : la mauvaise

qualité de l'enseignement et la nature – encyclopédique et très théorique – des cours dans le secondaire. L'autre trait frappant du système éducatif est une importante disparité entre, d'une part, le sud et, d'autre part, le centre et le nord du pays en termes de niveau d'instruction. On peut y voir la conséquence du manque d'écoles dans les deux dernières régions. Malgré l'accent mis par l'État sur le développement du système d'enseignement, le rôle des pouvoirs publics en la matière n'a pas évolué de manière notable au cours des années 90. Environ la moitié des dépenses totales d'éducation sont financées par l'étranger.

